



KPMG SA  
7 avenue du Danemark  
Vallée des Vignes - CS 49451  
80094 Amiens

# Alihanse

## Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Alihanse

6 allée des Fleurs Village Oasis 80044 AMIENS CEDEX 01

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
7 avenue du Danemark  
Vallée des Vignes - CS 49451  
80094 Amiens

## **Alihanse**

6 allée des Fleurs Village Oasis 80044 AMIENS CEDEX 01

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2023

À l'assemblée générale de l'association Alihanse,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Alihanse relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

##### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes





auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en



œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Amiens, le 13 juin 2024

KPMG SA

Fabien LEFEBVRE

Associé



# ASS ALIHANSE

## Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF IMMOBILISE				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Autres immobilisations corporelles	16 936,05	15 320,05	1 616,00	1 655,25
Immobilisations financières				
TIAP & autres titres immobilisés	171 486,24		171 486,24	169 808,74
Autres immobilisations financières	13 690,83		13 690,83	13 690,83
<b>Total I</b>	<b>202 113,12</b>	<b>15 320,05</b>	<b>186 793,07</b>	<b>185 154,82</b>
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Créances				
Autres créances	88 479,57		88 479,57	91 325,58
Divers				
Valeurs mobilières de placement	790 111,12		790 111,12	680 103,29
Disponibilités	41 500,81		41 500,81	44 610,65
Charges constatées d'avance	252,80		252,80	1 952,25
<b>Total II</b>	<b>920 344,30</b>		<b>920 344,30</b>	<b>817 991,77</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 122 457,42</b>	<b>15 320,05</b>	<b>1 107 137,37</b>	<b>1 003 146,59</b>

# ASS ALIHANSE

## Bilan

	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>7 774,90</b>	<b>7 774,90</b>
Dotations non consommables	6 707,76	6 707,76
Autres fonds propres sans droit de reprise	1 067,14	1 067,14
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
<b>Réserves</b>	<b>560 988,52</b>	<b>560 988,52</b>
Réserves pour projet de l'entité	560 988,52	560 988,52
Report à nouveau	119 909,82	92 267,24
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>84 096,76</b>	<b>27 642,58</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>772 770,00</b>	<b>688 673,24</b>
<b>Total I</b>	<b>772 770,00</b>	<b>688 673,24</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<b>Total II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour charges	58 697,00	58 220,00
<b>Total III</b>	<b>58 697,00</b>	<b>58 220,00</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 761,80	17 673,36
Dettes fiscales et sociales	246 658,57	219 829,99
Produits constatés d'avance	11 250,00	18 750,00
<b>Total IV</b>	<b>275 670,37</b>	<b>256 253,35</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 107 137,37</b>	<b>1 003 146,59</b>



## Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois	%	du 01/01/22 au 31/12/22 12 mois	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Ventes de biens et de services				
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>1 826 600,78</b>		<b>1 711 619,37</b>	
Concours publics et subventions d'exploitation	1 826 600,78	100,00	1 711 619,37	100,00
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	3 032,65	0,17	3 850,00	0,22
Autres produits	869,56	0,05	1 846,37	0,11
<b>Total I</b>	<b>1 830 502,99</b>	<b>100,21</b>	<b>1 717 315,74</b>	<b>100,33</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
Autres achats et charges externes	309 956,60	16,97	299 340,94	17,49
Impôts, taxes et versements assimilés	82 197,22	4,50	85 898,08	5,02
Salaires et traitements	968 563,98	53,03	933 445,87	54,54
Charges sociales	397 632,30	21,77	364 886,61	21,32
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	880,59	0,05	827,62	0,05
Dotations aux provisions	477,00	0,03	13 519,00	0,79
Autres charges	270,45	0,01	4,01	
<b>Total II</b>	<b>1 759 978,14</b>	<b>96,35</b>	<b>1 697 922,13</b>	<b>99,20</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>70 524,85</b>	<b>3,86</b>	<b>19 393,61</b>	<b>1,13</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
Autres intérêts et produits assimilés	13 571,91	0,74	2 340,86	0,14
<b>Total III</b>	<b>13 571,91</b>	<b>0,74</b>	<b>2 340,86</b>	<b>0,14</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>				
<b>Total IV</b>				
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>13 571,91</b>	<b>0,74</b>	<b>2 340,86</b>	<b>0,14</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+)</b>	<b>84 096,76</b>	<b>4,60</b>	<b>21 734,47</b>	<b>1,27</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>				
Sur opérations de gestion			5 908,11	0,35
<b>Total V</b>			<b>5 908,11</b>	<b>0,35</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>				
<b>Total VI</b>				
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>			<b>5 908,11</b>	<b>0,35</b>
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>1 844 074,90</b>	<b>100,96</b>	<b>1 725 564,71</b>	<b>100,81</b>
<b>Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>1 759 978,14</b>	<b>96,35</b>	<b>1 697 922,13</b>	<b>99,20</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>84 096,76</b>	<b>4,60</b>	<b>27 642,58</b>	<b>1,61</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NAT</b>				
<b>TOTAL</b>				
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLON</b>				
<b>TOTAL</b>				

---

## ANNEXE

---



## **Règles et méthodes comptables**

Désignation de l'association : ALIHANSE CAP EMPLOI SOMME

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 1 107 137 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 84 097 Euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 22/03/2024 par le Conseil d'Administration.

### **Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre**

Désignation de l'association : ALIHANSE CAP EMPLOI SOMME

#### **Objet social**

L'objet social de l'association ALIHANSE est de développer l'insertion des personnes en situation de handicap en créant les conditions nécessaires pour parvenir à ce but.

#### **Nature et périmètre des activités réalisées**

##### **Nature des activités :**

- Cap emploi accompagnent les personnes en situation de handicap, quelque soit leur degré d'éloignement à l'emploi
- Cap emploi accompagnent les personnes en situation de handicap orientées marché du travail, quelque soit la nature du handicap
- Cap emploi développent une stratégie proactive en direction des employeurs privés et publics
- Cap emploi accompagnent les personnes en situation de handicap tout au long de leur parcours professionnel

Le périmètre d'intervention de l'association ALIHANSE est l'ensemble du département de la Somme.

#### **Description des moyens mis en oeuvre**

Les moyens mises en oeuvre par l'association sont uniquement de la ressource humaines. L'équipe est composée de professionnels de l'insertion, de la formation, du conseil en évolution professionnelle, du recrutement, de l'ergonomie et des ressources humaines. 32 collaborateurs sont mobilisés au quotidien au services des personnes en situation de handicap et des employeurs du département de la Somme.

L'association met en place régulièrement des plans de formation pour former son personnel.

### **Règles générales**

## **Règles et méthodes comptables**

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du plan comptable du secteur Référence au règlement ANC 2018-06 .

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

### **Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

#### **Amortissements**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- \* Matériel de bureau : 5 ans
- \* Matériel informatique : 3 à 10 ans
- \* Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

## **Règles et méthodes comptables**

### **Créances**

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### **Provisions**

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.



## **Faits caractéristiques**

### **Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable**

Faits caractéristiques de l'exercice 2023 ou survenus postérieurement à la clôture :

Néant, à l'exception du contexte inflationniste qui a impacté les comptes 2023 et qui se poursuit en 2024 sans remettre en cause le principe de continuité de l'exploitation.

## Notes sur le bilan

### ACTIF IMMOBILISE

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	3 072			3 072
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	13 023	841		13 864
– Emballages récupérables et divers				
– Immobilisations corporelles en cours				
– Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	16 095	841		16 936
– Participations évaluées par mise en équivalence				
– Autres participations				
– Autres titres immobilisés	169 809	1 677		171 486
– Prêts et autres immobilisations financières	13 691			13 691
<b>Immobilisations financières</b>	183 500	1 677		185 177
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>199 594</b>	<b>2 518</b>		<b>202 113</b>

## Notes sur le bilan

### AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS

	Au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	3 072			3 072
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	11 367	881		12 248
– Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	14 439	881		15 320
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	14 439	881		15 320



## Notes sur le bilan

### ACTIF CIRCULANT

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 102 423 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	13 691		13 691
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés			
Autres	88 480	88 480	
Charges constatées d'avance	253	253	
<b>Total</b>	<b>102 423</b>	<b>88 732</b>	<b>13 691</b>
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

## Notes sur le bilan

### Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	7 775				7 775
Fonds propres avec droit de repris					
Ecart de réévaluation					
Réserves	560 989				560 989
Report à Nouveau	92 267		27 643		119 910
Excédent ou déficit de l'exercice	27 643	-27 643	84 097		84 097
Situation nette	688 673	-27 643	111 739		772 770
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat					
<b>TOTAL</b>	<b>688 673</b>	<b>-27 643</b>	<b>111 739</b>		<b>772 770</b>

## Notes sur le bilan

### Provisions

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges Garanties données aux clients Pertes sur marchés à terme Amendes et pénalités Pertes de change Pensions et obligations similaires Pour impôts Renouvellement des immobilisations Gros entretien et grandes révisions Charges sociales et fiscales sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	58 220	477			58 697
<b>Total</b>	<b>58 220</b>	<b>477</b>			<b>58 697</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b> Exploitation Financières Exceptionnelles		477			

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 58 220 Euros

Les hypothèses financières retenues :

- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Méthode de calcul : Droits accumulés avec projection salariale (Progression 2%)
- Rotation : Lente
- Taux actualisation retenu : 3,60%



## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 275 670 Euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine				
– à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	17 762	17 762		
Dettes fiscales et sociales	246 659	246 659		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)				
Produits constatés d'avance	11 250	11 250		
<b>Total</b>	<b>275 670</b>	<b>275 670</b>		
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice				
(**) Dont envers les associés				

#### Charges à payer

	Montant
FRS – FACT. NON PARVENUES	17 762
DETTES PROV. PR CP & RTT	80 077
PERS.AUTR.CHARGES A PAYER	48 989
CHARGES SOCIALES S/CP & RTT	35 141
AUTR.CHARG.SOCIAL.A PAYER	21 513
<b>Total</b>	<b>203 482</b>

## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATEES D AVANCE	253		
<b>Total</b>	<b>253</b>		

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTAT.D AVANCE	11 250		
<b>Total</b>	<b>11 250</b>		

## **Notes sur le compte de résultat**

Rémunération des commissaires aux comptes

**Commissaire aux comptes Titulaire**

Honoraire de certification des comptes : 7 680 Euros

Honoraire des autres services : 0 Euros



## Autres informations

### Effectif

Effectif moyen du personnel : 29 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	2	3	5	5
Employés	4	20	24	24
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>23</b>	<b>29</b>	<b>29</b>

### Contributions volontaires

	Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>Total</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>Total</b>		

Contributions volontaires en nature :

Néant, les contributions volontaires en nature se résument à la participation bénévole des administrateurs pour leurs fonctions statutaires.

L'association a fait le choix de ne pas valoriser ce bénévolat.